

Ce que nous apprennent les faits et les chiffres

S'il est vrai que les migrant[e]s, comme tout autre individu, sont poussé[e]s par un désir légitime de mieux vivre, ils/elles sont avant tout des sujets transnationaux, habité[e]s par deux espaces: le pays de résidence et le pays d'origine. Peu nombreux/ses sont les migrant[e]s coupé[e]s de leurs origines. Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui que les moyens d'information et de communication facilitent grandement le lien régulier, dans certains cas quasi quotidien, avec le pays d'origine.

Le lien le plus connu et analysé est l'envoi de fonds des migrant[e]s. Selon les estimations de la Banque mondiale, ceux-ci s'élèvent à près de 581 milliards de dollars [environ 530 milliards d'euros], en 2014. Les transferts d'argent représentent ainsi plus de deux fois le montant de l'aide publique au développement consenti par les pays du Nord. Ils sont par ailleurs la principale source de devises pour nombre de pays en développement. **Ces flux d'épargne privée, qui résistent aux crises économiques, contribuent à accroître les revenus des familles des migrant[e]s, leur permettant d'effectuer des dépenses alimentaires, de santé ou d'éducation.** En soutenant la consommation, ils contribuent à l'économie des pays d'origine et à l'investissement dans les secteurs sociaux. Les travaux de la Banque mondiale menés dans 11 pays d'Amérique latine et des Caraïbes indiquent, de même, que les transferts de fonds "ont aussi contribué à [y] faire baisser le niveau de pauvreté et les inégalités sociales" [1].

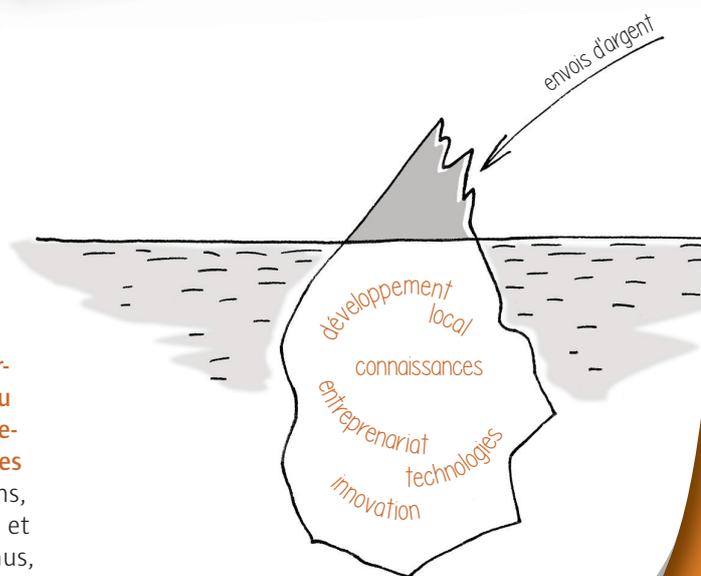
Bien que d'importance, les envois d'argent ne sont que la partie émergée de l'iceberg lorsqu'il s'agit de contributions des migrant[e]s au développement de leurs pays d'origine. Celles-ci se traduisent également par de nombreuses initiatives de développement local, portées par les associations de la diaspora. Parfois sur la base de cotisations, ces projets touchent des domaines aussi divers que l'agriculture, l'eau et l'assainissement, l'environnement, les activités génératrices de revenus, la culture, en plus de l'éducation et de la santé. En France, par exemple, le dynamisme des organisations de migrant[e]s a encouragé les pouvoirs publics et les collectivités locales de résidence à créer des dispositifs d'appui à ces initiatives. Entre 2003 et 2015, un dispositif tel que le Programme d'Appui aux Projets des OSIM [PRA/OSIM] porté par le FORIM et appuyé par

Qu'en pensez-vous ?

[...] "Ceux qui migrent ne pensent qu'à eux-mêmes"
[Propos rapportés dans le livre "L'Afrique des générations : entre tensions et négociations" de Muriel Gomez-Perez et Marie Nathalie Leblanc ■ 2012]

On entend souvent...

Les migrant[e]s s'installent dans un nouveau pays qui leur offre des opportunités de travail, de formation ou d'acquisition de compétences. Ils/elles ont accès à de meilleurs services de santé. Leurs enfants bénéficient d'un système éducatif de qualité. La migration représente donc une chance pour eux/elles mais, dans un même temps, les migrant[e]s laissent derrière eux/elles leurs pays d'origine pour lesquels ils/elles ne sont plus d'aucun apport en termes de contribution au développement. Au mieux, leurs proches resté[e]s là-bas reçoivent de petits mandats avec lesquels ils/elles effectuent de menues dépenses.



le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international [2], a soutenu 317 projets de développement local portés et cofinancés par des organisations de migrant[e]s dans les pays du Sud. L'action des migrant[e]s représente ainsi un levier et stimule la coopération au développement entre territoires d'origine et d'accueil.

Enfin, parmi les apports de la migration, il faut également noter les connaissances, compétences et savoir-faire qui sont acquis dans les pays d'accueil, adaptés et transférés par les migrant[e]s vers les pays d'origine. Ceux-ci sont autant d'atouts pour le développement, ouvrant à de nouvelles technologies, de nouvelles pratiques et de nouveaux champs d'intervention tel que l'entreprenariat et l'innovation.

Koniakary : mes migrant[e]s, ma richesse

Koniakary est une commune urbaine de la région de Kayes au Mali. Elle compte environ 10.000 habitant[e]s. Près de 3000 de ses ressortissant[e]s ont migré vers un pays d'Afrique centrale, d'Europe, ou d'Amérique.

Réuni[e]s au sein de l'association transnationale Endam Djoumboukhou, les migrant[e]s originaires de la commune, où qu'ils/elles se trouvent dans le monde, sont des acteurs/trices majeur[e]s œuvrant en faveur de la localité. Ils/elles contribuent notamment à hauteur de 20% au financement de la mise en œuvre du plan communal de développement économique, social et culturel.

Loin d'être cantonné[e]s à un simple rôle de bailleurs, les migrant[e]s participent activement à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi de ce plan. Considéré[e]s comme de réels partenaires par les autorités locales, le Maire et les responsables des comités de gestion des projets se doivent de leur présenter le bilan de leurs actions de façon annuelle.

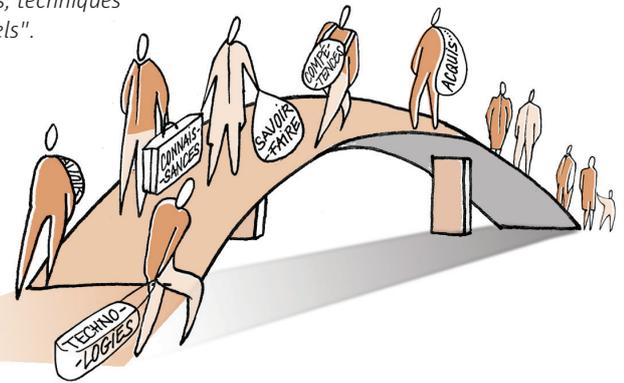
L'implication des migrant[e]s à toutes les étapes explique pour beaucoup leur niveau de mobilisation pour le développement du territoire et la coordination remarquable entre leurs interventions et celles des autres acteurs/trices locaux-ales.

Grâce à l'action de ses migrant[e]s, cette petite commune a été classée parmi celles où il fait le mieux vivre au Mali [4].

Loin d'être déconnecté[e]s des pays d'origine, les migrant[e]s sont de réel[le]s acteurs/trices œuvrant pour le développement de long terme. De plus en plus, cet aspect est pris en compte dans les politiques et les pratiques. À ce titre, la loi d'orientation de la politique de développement et de solidarité internationale adoptée par l'Assemblée nationale française, le 19 juin 2014, stipule que :

"La France reconnaît le rôle des migrations dans le développement des pays partenaires, les migrants étant des acteurs à part entière du développement en y contribuant par leurs apports financiers, techniques et culturels".

[3]



■ Outil développé par le FORIM et ICMC, en partenariat avec le groupe de travail M&D de CONCORD, avec le soutien financier de l'UE, de la Fondation de France et de l'AFD ■ Graphisme & Illustrations Fabienne Venet



Passez le message !

L'action des migrant[e]s stimule la coopération au développement entre territoires d'origine et d'accueil.

La mobilité est un vecteur de développement.

Mise en place de programmes d'appui et de fonds dédiés aux initiatives des migrant[e]s.

Notre vision

L'exemple de Koniakary donne des indications sur les voies et moyens de maximiser l'apport des migrant[e]s au développement de leurs pays d'origine. Il s'agit en effet de/d' :

- Assurer une **baisse significative des coûts des transferts de fonds** afin que les bénéfices de ces envois d'argent reviennent principalement aux familles et communautés.
- Soutenir les initiatives portées par les migrant[e]s en direction des territoires d'origine à travers la mise en place de **programmes d'appui et de fonds dédiés**.
- Favoriser la **mise en réseau transnational des organisations de migrant[e]s**, permettant le passage à l'échelle de leurs capacités d'action.
- Impliquer les migrant[e]s dès la **définition des stratégies de développement**.

Tout cela implique, au préalable, une réelle reconnaissance par les décideurs/euses du Nord et du Sud de leur position en tant que partenaires au développement et non comme variables d'ajustement.

Enfin, la circulation des idées et des connaissances doit être facilitée grâce à une reconnaissance des apports de la mobilité comme vecteur de développement.